

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Rennes, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROMI (SAINT CARNE)

112 B rue Eugène Pottier
BP 72067
35000 Rennes

Références : -

Code AIOT : 0005504136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement ROMI (SAINT CARNE) implanté Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les PFAS, et également suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/06/2024, enjoignant l'exploitant de respecter sous un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 41-1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 qui prévoient que « la zone d'entreposage (...) est imperméable et munie de dispositifs de rétention. »

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI (SAINT CARNE)
- Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné
- Code AIOT : 0005504136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ROMI est une plateforme , d'environ 16 000 m², destinée au transit de déchets métalliques, de VHU, de déchets de cartons, d'huiles usagées, de déchets de verres, de déchets de bois et de déchets plus communément appelés DIB (déchets industriels banals).

Suite au rachat d'un site sur une commune voisine implantée à Miniac-Morvan (35), l'exploitant envisage de revoir l'organisation du centre de transit à moyen terme, avec arrêt des activités de presse-carton et de cisailage des ferrailles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi MED	AP de Mise en Demeure du 13/06/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
5	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande d'action corrective	1 mois
7	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Demande d'action corrective	3 mois
8	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
10	Accessibilité des moyens de secours	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
6	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux campagnes de prélèvements et analyses des PFAS dans ses rejets. Les résultats identifient la présence de PFAS dans les rejets. L'exploitant est invité à poursuivre la réalisation des campagnes semestrielles de prélèvements et d'analyses par un laboratoire accrédité.

Concernant l'injonction préfectorale, l'exploitant a fait réaliser des travaux. Des justificatifs sont attendus sur les caractéristiques des revêtements mis en place, sur certaines parties du site, pour rendre les zones de transit de déchets imperméables. A ce stade, la mise en demeure ne peut pas être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi MED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/06/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi MED (rétention)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ROMI (...) autorisée à exploiter une installation de transit, regroupement et tri de déchets sur le territoire de la commune de St Carné, Zone artisanale de Guinefort, est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 41-1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 qui prévoient que « la zone d'entreposage (...) est imperméable et munie de dispositifs de rétention. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 11/12/2024, l'exploitant a déclaré avoir réalisé des travaux en septembre et octobre, factures à l'appui, en sollicitant la levée de la mise en demeure.</p> <p>Une première facture, datée du 11/09/2024, d'un montant total de 18 060 €, vise la fourniture des matériaux et la démolition des anciens enrobés.</p> <p>Une seconde facture, datée du 25/09/2024, d'un montant total de 17 652 €, est fournie pour justifier des travaux de préparation, dont la démolition de l'ancienne dalle béton.</p>

Une troisième facture, datée du 24/10/2024, d'un montant total de 38 090,4 €, vise la mise en œuvre d'un béton fibré sur 20 cm d'épaisseur sur une aire de 315 m².

En synthèse, les travaux visent la réfection de 3 principales zones :

- zone 1 : entreposage des VHU non dépollués de 315 m², en béton
- zone 2 : entreposage des déchets métalliques ferreux + voie de circulation de 166 m², en béton
- zones 3 et 4 : entreposage de déchets de bois et de déchets de verre, de 242 m², en enrobés

La visite a permis de constater sur place l'état de la plateforme, et plus précisément les zones d'entreposage (...), qui ont fait l'objet de réparations partielles.

Les travaux ont donc bien été réalisés sur des parties de l'installation, pour répondre favorablement à l'arrêté de mise en demeure.

Le site comporte 2 points de rejets :

- portail, implanté à l'entrée du site
- auvent, au droit du bâtiment couvert

Le plan des réseaux, visualisé en salle, distingue les 2 points de rejets, implantés en aval hydraulique d'ouvrage de traitement (déshuileur-débourbeur), eux-mêmes positionnés en aval hydraulique d'une vanne de sectionnement manuelle (type guillotine). Les eaux de ruissellement de la plateforme sont évacuées gravitairement vers ces 2 ouvrages.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a justifié l'entretien de ces ouvrages, au moyen de bordereaux de suivi de déchets extraits de la base Track déchets.

La visite a permis de constater que la zone de transit des déchets de verre révèle un état de dégradation avancé. L'exploitant a prévu la réfection de la surface l'été prochain.

En ce qui concerne les dispositifs de rétention, le site est caractérisé par 2 zones implantées à proximité de la façade d'entrée. Un géomètre a réalisé un rapport de relevés topographiques pour justifier le confinement d'eaux polluées collectées gravitairement, sur 2 zones de capacité respective :

- 51 m³, avec une hauteur des eaux atteignant 35 cm
- 242 m³, avec une hauteur des eaux atteignant 40 cm

Au total, ces 2 zones permettraient, selon les calculs du géomètre, de retenir 293 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera les éléments d'informations justifiant le caractère imperméable de chacune des zones refaites, et visées par l'injonction préfectorale.

L'exploitant communiquera à l'inspection les justificatifs de réfection de la zone d'entreposage de déchets de verre, en les accompagnant de planches photographiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a fait réaliser des campagnes de prélèvement et analyses par l'organisme EUROFINS, entre mars et mai 2024. <ul style="list-style-type: none">- prélèvements 07/03/2024 et analyse 09/03/2024- prélèvements 26/04/2024 et analyse 30/04/2024- prélèvements 24/05/2024 et analyse 28/05/2024 Les résultats des campagnes ont bien été saisis sur GIDAF. En analysant l'ensemble des rapports des 3 campagnes successives, il apparaît certaines lacunes : <ul style="list-style-type: none">- en avril 2024, aucun prélèvement n'a été réalisé au droit du point de rejet "Portail", faute de précipitations météorologiques. Deux campagnes ont été réalisées pour le portail.- en mai 2024, le paramètre AOF n'a pas été analysé sur l'échantillon prélevé au niveau du portail, le flacon ayant été égaré.- la teneur en MES des échantillons prélevés s'est révélée significative, engendrant un réhaussement du seuil de quantification, et donc une marge d'incertitudes importante. Ces campagnes ont révélé la présence de PFAS : auvent : (03/2024) : PFOS: 0,58 µg/l - Somme des 20 PFAS : 0,58 µg/l - AOF : 100 µg/l (MES) (04/2024) : Somme des 20 PFAS < 0,1 µg/l - AOF : 100 µg/l (MES) (05/2024) : Somme des 20 PFAS < 0,1 µg/l - AOF : non mesuré (flacon égaré) portail : (03/2024) : PFPeS : 0,12 µg/l - PFOS : 2,61 µg/l - PFHxS : 0,36 µg/l Somme des 20 PFAS : 3,09 µg/l - AOF : 7,3 µg/l (MES) (04/2024) : absence (05/2024) : PFHxA : 0,24 µg/l - PFOS : 0,43 µg/l - PFHxS : 0,17 µg/l AOF < 10 µg/l - Somme des 20 PFAS : 0,84 µg/l Au vu des modalités de réalisation des campagnes, la poursuite de surveillance par des campagnes semestrielle apparaît nécessaire. Une quatrième campagne est intervenue en mai, en vue de suivre l'évolution des PFAS dans les rejets, et l'efficacité des actions mises en oeuvre. Le prélèvement a nonobstant été réalisé par l'exploitant, non accrédité, et sans conditions particulière de conservation des échantillons, entachant ainsi les résultats d'analyses du laboratoire accrédité d'une importante marge d'incertitude et d'erreur.

L'exploitant envisage, en effet, de suivre l'évolution des rejets, en procédant à des campagnes semestrielles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à faire réaliser les campagnes de prélèvements et d'analyses par un laboratoire accrédité, en vue de suivre précisément l'évolution des PFAS dans ses rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les 3 campagnes réalisées révèlent une présence de PFOS dans les rejets, au niveau des 2 points de rejet : auvent : (03/2024) : PFOS: 0,58 µg/l portail : (03/2024) : PFOS : 2,61 µg/l portail : (05/2024) : PFOS : 0,43 µg/l Les campagnes révèlent toutefois la présence de PFOS en quantité inférieure au seuil fixé par l'arrêté du 02/02/1998 modifié (25 µg/l).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : D'autres campagnes sont attendues pour vérifier, notamment, l'évolution du paramètre PFOS. L'exploitant saisira les résultats des campagnes semestrielles sur GIDAF, en les accompagnant de tous les commentaires utiles permettant l'explication de la présence de PFOS dans les rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a élaboré la liste des PFAS sous la forme d'un tableau excel, en reprenant les 20 PFAS de la Directive EDCH, et en annotant les résultats des diverses campagnes.</p> <p>La liste vise donc les substances détectées lors des campagnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PFOS : détecté 3 fois : 0,58 µg/l et 2,61 µg/l et 0,43 µg/l - PFPeS : 0,12 µg/l - PFHxS : détecté 2 fois : 0,36 µg/l et 0,17 µg/l - PFHxA : 0,24 µg/l
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La liste peut être affinée, voire complétée par l'analyse des FDS des substances et mélanges mis en oeuvre sur le site, en se rapprochant du fournisseur le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas</p>

assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant a présenté sa démarche et son plan d'action. Celui-ci qui est issu de la démarche d'identification des sources potentielles d'émission, vise à supprimer les fuites éventuelles sur site, à travers diverses actions (mise à l'abri des huiles, interdiction de collecte des extincteurs, pas d'empilement des VHU non dépollués, maintien de l'intégrité des appareils D3E, dégazage obligatoire des cuves...).</p> <p>La visite a permis de visualiser les réfrigérateurs et congélateurs apportés sur site, et posés directement sur le sol, en relation directe avec le regard collectant les ruissellements côté portail. Une action corrective est attendue pour ces sources potentielles de PFAS (mise en place d'une rétention...).</p> <p>Les seuls ouvrages de traitement actuellement mis en œuvre sur le site désignent les 2 déshuileurs, inadapté pour le traitement des PFAS. L'exploitant n'envisage pas d'autre stratégie de traitement ou d'abattement des PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera l'action corrective mise en œuvre vis-à-vis des réfrigérateurs usagés, identifiés comme potentielles sources de production de PFAS.</p> <p>Il réfléchira également à d'éventuels traitements complémentaires pour abattre la teneur en PFAS dans ses rejets aqueux, et notamment le PFOS, détecté à une concentration de 2,61 µg/l.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été informé par mél de l'inspection des installations classées des 01/08/ et 18/09/2024 de la présence de PFAS dans ses rejets, et de l'obligation de lancer des investigations pour en identifier les sources et mettre en œuvre des actions correctives pour les supprimer.</p>

L'exploitant a présenté sa démarche d'investigations et d'actions (cf point n°5 précédent). Des campagnes semestrielles sont prévues pour évaluer l'efficacité des actions apportées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera réaliser ses campagnes de prélèvements et d'analyses par un organisme accrédité, pour suivre précisément l'évolution de la teneur en PFAS, dans ses rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable
Constats : Le plan d'actions mis en œuvre par l'exploitant vise à réduire le risque d'écoulement de fluides contenant des PFAS, vers le réseau d'eaux pluviales. Aucune suppression des émissions n'est envisagée, a fortiori, mais la réalisation de campagnes de prélèvements et d'analyses par un laboratoire accrédité permettra de suivre l'évolution de la teneur en PFAS des rejets, et l'efficacité des actions mises en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à réfléchir sur les solutions d'abattement de PFAS envisageables (charbons actifs, résines échangeuses d'ions, évapo-concentration, osmose inverse...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<p>Constats :</p> <p>Les premières campagnes sont apparues perfectibles et ont révélé la présence de PFAS dans les effluents rejetés, au niveau des 2 points de rejet, référencés « portail » et « auvent ».</p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne complémentaire en faisant réaliser les analyses par un laboratoire accrédité (EUROFINS), mais en réalisant les prélèvements lui-même. Ce prélèvement réalisé ponctuellement au moyen d'un seau, et transporté par véhicule sans condition particulière de conservation (glacière réfrigérante..) introduit de nombreuses incertitudes sur le résultat final de la mesure.</p> <p>L'exploitant envisage de poursuivre des campagnes de contrôles PFAS des effluents, selon une périodicité semestrielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de la présence de PFAS dans ses effluents, et des 3 premières campagnes perfectibles, l'exploitant est invité à poursuivre les campagnes de contrôles PFAS des effluents, selon une périodicité semestrielle, en faisant réaliser les prélèvements et les analyses par un laboratoire accrédité (EUROFINS), selon les modalités définies dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux campagnes de surveillance des PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Intégration paysagère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, intégration paysagère</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.</p>
<p>Constats :</p>

<p>La visite a permis de visualiser, à divers endroits du site, des envols de détrit (plastiques, papiers, cartons...). Un grillage est certes en place pour limiter les envols vers l'extérieur du site.</p> <p>Toutefois, les campagnes de nettoyage hebdomadaires, réalisées aux dires de l'exploitant, n'apparaissent pas suffisantes, au vu des détrit disséminés sur toute l'aire du site (plastiques, détrit, essieu...).</p> <p>L'essieu présent en limite de propriété en dehors des zones de stockage a été retiré par l'exploitant aussitôt après la visite.</p> <p>Par ailleurs, suite à un événement climatique, des arbres se sont abattus sur le grillage, en face de l'aire de transit des déchets de verre. Des éléments préfabriqués en béton ont été mis en place pour empêcher transitoirement l'accès au site, en substitution du grillage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un nettoyage du site apparaît nécessaire pour ramasser les envols de plastiques et cartons disséminés sur toute l'emprise de l'établissement, dont certains depuis longtemps, malgré les campagnes quotidiennes de nettoyage réalisées aux dires de l'exploitant.</p> <p>Les modalités de réalisation du nettoyage quotidien, notamment à proximité de l'auvent sont à améliorer.</p> <p>L'exploitant refera la clôture dégradée par la chute des arbres, et à rétablir une intégration paysagère au droit de cette zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Accessibilité des moyens de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>(...) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis de visualiser un extincteur, dans le bâtiment, rendu difficilement accessible, par le stationnement d'un véhicule en panne, stationné dans le bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rendra accessible, en permanence, l'ensemble des installations et équipements. Les</p>

modalités de gestion et de stationnement des engins en panne sont à revoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois